Informations-Nouvelles

La commission des monnaies a entendu le rapport de M. Bottiau député du Nord, sur la proposition de M. Naquet relative à la création d'une monnaie en aluminium. Le rapport demande le rejet.

A propos du banquet de l'anniversaire de Rochas :

N'est-ce pas du plus haut comique que la fière devise du jeune général : *Res non cerba* : Des actes et non des paroles, ait été paraphrasé dans un long discours, tout justement par celui qui pourrait, à juste titre et sans conteste, prendre pour lui la devise opposée : *Verba, non res* : Des paroles et pas d'actes.

On a accusé les Prussiens d'avoir effrontément pillé en France et emporté un nombre incalculable de pendules.

C'est malheureusement la vérité, quoiqu'il y ait eu des exceptions en certains endroits.

Mais ils ont trouvé mieux.

Après la paix, trois cents wagons de la compagnie de l'Est étaient restés entre leurs mains.

Le moment était venu de les rendre : c'était une délicate extrémité.

Qu'ont-ils fait, ces malins ?

Ils ont repint à neuf les wagons, les ont ornés des armes d'Allemagne et les considèrent absolument aujourd'hui comme leur légitime propriété.

La propriété du journal le *Livral*, de New-York, laissé par le testament de M. Bennett à son fils, est évaluée à 3 millions de dollars. Voilà un chiffre qui peint l'Amérique.

La lettre suivante, de M. Guizot, a été lue dans l'avant-dernière séance du synode protestant :

Monsieur le Modérateur,

J'ai l'honneur de vous prier d'informer l'Assemblée que la fatigue que je ressens et sur laquelle je ne puis me faire illusion ne me permet pas de prendre part plus longtemps aux séances et aux discussions du synode général.

Ce n'est pas à 84 ans qu'après les travaux de chaque jour il suffit de se reposer le soir pour se trouver prêt le lendemain à reprendre l'œuvre.

Je rends grâce à Dieu d'avoir permis que, si près du terme de ma vie, je fusse appelé à témoigner mon ferme attachement à la foi chrétienne, à ma confiance dans le synode général de l'Église réformée de France.

Je remercie mes collègues, membres de cette auguste assemblée, de la bienveillance avec laquelle ils ont accueilli mes libres paroles. Je respecte leur liberté autant que la mienne propre, même lorsque leur foi diffère de la mienne. Je prie Dieu de répandre sa lumière sur leurs pensées et leurs résolutions dans l'œuvre de sécurité chrétienne dont ils sont chargés et qui inspire à toute la chrétienté, malgré les dissentiments qui la divisent, un si sérieux et si légitime intérêt.

Agréez, M. le modérateur, l'assurance de ma haute considération et de mes sentiments les plus fraternels comme les plus distingués.

GUIZOT.

M. le marquis Des Rogns, petit-fils de Hoche, avait été convié au banquet de Versailles. Il a refusé d'y paraître, ne voulant pas s'asseoir à côté de M. Carnot, dont le père demanda au comité de salut public qu'on fusillât le jeune général, suspect, lui aussi, d'incivisme.

La dispersion des objets ayant formé le musée des Souverains va donner lieu à plusieurs revendications.

Quelques-uns des donateurs se proposent, paraît-il, de réclamer ce qu'ils avaient offert, en se rendant acquéreurs desdits objets, souvent à grands prix.

On se rappelle que le chapeau que l'empereur Napoléon I^{er} portait à Eylau, fut payé, après de nombreuses enchères, dix-huit cents francs.

Le Trésor vient de payer les dommages et intérêts réclamés par le gouvernement prussien pour les Allemands expulsés de France au moment de la guerre de 1870-1871 ; le chiffre en est assez respectable : 14 millions 700,000 fr.

Ce qui donne une moyenne de 854 fr. par individu, le nombre d'expulsés, de 42,632, se répartissant de la manière suivante : Prussiens, 19,300; Bavares, 4,225; Wurtembergeois, 6,578; Badois, 8,329; Hessois, 1,800; divers, 2,200.

Total, 42,632.

La *Décentralisation*, de Lyon, prétend que les petites filles qui fréquentent l'école de la demoiselle Bonneval, dans le quartier de l'Immaculée-Conception, et dont nous avons déjà raconté les exploits, chantent, — en guise de cantique, — des chansons dans le genre de la suivante :

Dans notre village,
Grâce à nos parents,
Nous sommes tous sages
Jusqu'à quatorze ans.
Et on appelle être sage
N'avoir qu'un ou deux amants, (bis.)
Avec qui les volages
Passent de doux instants (bis)

Si dans l'avenir ces jeunes filles mettent en pratique cette morale, ce qui n'est pas douteux, vu les progrès de l'éducation au-

cupale et laïque, quelles agréables compagnes elles seront pour les ouvriers qui les prendront pour femmes !

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 20 juin.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

La séance est ouverte à 2 heures 50 minutes.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Reprise de la discussion des nouveaux impôts.

M. Besselligay annonce que la commission du budget a conféré avec le gouvernement sur la forme à donner à l'impôt sur les valeurs mobilières. La commission n'a pas encore eu le temps de se concerter; elle demande qu'on lui laisse le loisir de préparer son rapport.

M. Thiers espère que ce rapport pourra être prêt d'ici à un bref délai, car il s'agit d'une question déjà étudiée, sous toutes ses faces.

M. Besselligay répond que la commission fera toute la diligence possible, qu'en attendant on peut discuter l'impôt sur les créances hypothécaires.

M. Rouvier réclame en faveur d'un amendement par lui présenté sur l'ancien projet de M. Casimir Périer, et tendant à l'établissement d'un impôt sur le sel. Il demande à le développer séance tenante.

M. le président objecte que le projet de M. Casimir Périer n'est pas en ce moment l'objet de la discussion, que l'Assemblée n'est saisie que de trois projets :

- 1^o L'impôt sur les valeurs mobilières ;
- 2^o Le projet d'impôt sur les créances ;
- 3^o Le projet d'impôt sur le chiffre des affaires, et il convient de maintenir ainsi l'ordre de la discussion.

M. Buffet vient développer un amendement tendant à faire précéder l'ensemble des trois projets d'un préambule ainsi conçu :

« Afin de pourvoir au remboursement des avances faites par la Banque et de parfaire le paiement de l'indemnité de guerre, il sera perçu une contribution temporaire sur les revenus et profits mentionnés à la présente loi. »

L'orateur commence par se défendre de toute velléité de critique, de toute intention méchante ou hostile au gouvernement. (Murmures ironiques.)

Je ne reconnais à personne, réplique M. Buffet, de contester la sincérité de mes paroles. (Applaudissements à droite.)

Revenant à l'objet de son amendement, l'orateur expose la nécessité d'accroître le caractère temporaire des nouvelles charges, le fardeau sera lourd, mais il ne sera pas permanent, il importe que le contribuable sache que le dégrèvement s'opérera au fur et à mesure et dans toutes les limites du possible, il faut pour cela, dit l'orateur, réaliser des économies et pratiquer un amortissement sérieux, et ce qu'il appelle de tous ses vœux comme corollaire de cet impôt, c'est l'impôt sur le revenu.

Le lendemain de nos désastres, le pays a compris qu'il ne pouvait se relever que par le sacrifice, le moment est venu de profiter de cet élan.

Loïn d'effaroucher les susceptibilités, l'impôt sur le revenu serait un impôt patriotique, ce serait en quelque sorte la souscription nationale universalisée pour la libération du territoire qui ne serait complète si elle n'était accompagnée de la libération du Trésor. (Vifs applaudissements.)

M. Thiers demande à barrer le passage à l'équivoque.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de l'impôt sur le revenu qui n'est pas à l'ordre du jour, il ne peut s'agir que de l'impôt sur les diverses natures de revenus. Or, M. Buffet a parlé seulement de l'impôt sur le revenu, bien que son amendement ne mentionne aucune série d'impôt sur les revenus, il serait pourtant bon de s'entendre.

M. Buffet. — C'est l'impôt sur le revenu que je défends.

M. Thiers. — Fort bien, il était nécessaire de le dire franchement. Eh bien, je fais appel à l'Assemblée qui, par un vote solennel, a condamné cet impôt que j'ai toujours combattu et que je combattrai toujours; bien décidé à ne pas en accepter la responsabilité.

Or, il importe de faire cesser toute équivoque, le gouvernement repousse cet impôt comme dangereux, il le repousse au nom de la dignité de la Chambre qui ne saurait se déjuger, au nom de la politique conservatrice qui a toujours été la sienne, au nom de la tranquillité du pays.

Si donc l'amendement Buffet contient ces mots : *sur les revenus*, le gouvernement y adhère, mais si le singulier seul s'y trouve, le gouvernement le repousse.

M. Buffet expose que le but de son amendement est : 1^o de rembourser la Banque; 2^o d'amortir la dette. Quant à l'appellation : « Impôt sur les revenus », elle indique que l'auteur de l'amendement entend imposer non-seulement les valeurs mobilières, mais tel ou tel autre revenu qu'il serait injuste de ne pas faire participer aux charges communes, mais, à cette appellation, l'impôt sur le revenu est étranger.

M. Thiers prend acte de cette explication et conclut à l'ajournement de l'amendement Buffet.

M. Buffet consent à cet ajournement. L'Assemblée, consultée, vote l'ajournement.

M. le président annonce que M. Ducuing a présenté un contre projet portant établissement d'un impôt sur les domestiques.

M. Ducuing annonce qu'il convertit son contre-projet en projet de loi pour lequel il demande l'urgence.

L'urgence n'est pas déclarée, et le projet est renvoyé à la commission d'initiative.

M. de Ventavon vient combattre l'impôt sur les créances hypothécaires pour les trois motifs suivants :

- 1^o Il serait injuste;
- 2^o Impolitique;
- 3^o Contraire à l'intérêt du Trésor.

L'orateur se prononce aussi contre l'impôt sur le sel.

M. Lamy, qui combat également les nouveaux impôts et se prononce pour l'impôt sur les matières premières.

La discussion générale est close. L'Assemblée décide qu'elle passera à la discussion des articles.

Sur la demande de M. Sebert, un projet de loi relatif à un emprunt de 19 millions à contracter par la ville de Paris, est porté à l'ordre du jour de demain.

La séance est levée à 5 heures 40 minutes.

Tribunal correctionnel de Lille

PRÉSIDENCE DE M. PARENTY

Ministère public, M. Robinet de Cléry.

Audience du 26 juin.

AFFAIRES

Marchés de la Guerre

A l'ouverture de l'audience, l'audition des témoins est reprise.

Quarante-neuf doivent être entendus. VANDEBROUCK, chef de bataillon à Roubaix, constate que les vêtements et les armes étaient mauvais, quant aux chaussures, les semelles renfermaient du carton.

Cocoz, de Roubaix, capitaine, fait la même déposition.

DUBREUIL, de Roubaix, d'abord commandant de mobilisés, a reçu des armes déplorables. Il s'est plaint à la préfecture par l'intermédiaire du maire de Roubaix. La préfecture répondit que les armes étaient excellentes, et qu'il fallait les conserver.

En novembre, il fut nommé lieutenant-colonel des mobilisés des cantons de Roubaix, Lannoy, Quesnoy et Tourcoing.

Le 15 décembre, jour du départ, il vint de nouvelles armes, carabines Minié et fusils transformés sortant des arsenaux de Liège, 1808 et 1812. Ces armes étaient détestables.

Il se plaignit de nouveau. Il y avait deux sortes de calibres, il en résultait que les cartouches et les capsules ne s'adaptaient pas. Il réclama aussi des nécessaires d'armes, on en délivra un pour trois hommes.

On lui avait dit que ces armes ne serviraient que pour les exercices, mais il ne tarda pas à être envoyé, avec sa légion, sur le théâtre de la guerre.

Il protesta avec trois autres colonels. Dès lors, M. Dubreuil fut mis en demeure de donner sa démission ou de recevoir sa révocation. Il donna sa démission en disant : « Jobsis, mais je dirai la vérité. » Le témoin est rentré comme simple mobilisé et a fait fait comme tel toute la campagne.

Les vêtements et les chaussures étaient également mauvais.

SCAMPS, de Croix, capitaine de mobilisés, déclare que les armes, chaussures, etc., étaient de mauvaise qualité.

H. GARISSEME, de Roubaix, DEPRENNE, CORROY, de Roubaix et MERPIER, directeur d'assurances à Lille, font des dépositions analogues.

M. DEWISME, armurier à Paris, a visité les armes dans les magasins et arsenaux de Lille. Il a constaté qu'en général ces armes ne pouvaient rendre aucun service. C'étaient des armes transformées à percussion de divers calibres. On avait essayé d'éléver les caucous, ce qui les avait affaiblis, de sorte qu'ils étaient devenus d'un usage dangereux. Il a vérifié 12,000 armes.

M. LE PRÉSIDENT. — Quelle était la valeur de ces armes.

M. DEWISME. — Cela dépend des circonstances. Aujourd'hui cinq francs et ce serait bien payé.

CHENEUX, armurier à Anvers, a été chargé d'examiner les 3,000 fusils saisis à Audevard venant d'Anvers. Il a pris au hasard 4 caisses sur les 238 saisies. C'étaient des fusils à silex, transformés.

Ils portaient le nom des villes où ils avaient été fabriqués : Versailles, Maubeuge. Mais ils avaient été transformés à Liège. Les canons étaient tellement usés que 11 ont éclaté sur 12. Les bois étaient vermoulus.

Il examine les armes saisies à Seclin, et, quoique mauvaises, il les trouve supérieures à celles d'Anvers.

M. LE PRÉSIDENT. — Ces fusils viennent-ils de chez vous ?

GEISENHEIMER. — Oui. Je les croyais bons puisqu'ils portaient la marque du bon d'éprouve. Du reste, je représente M. Mordan.

M. CAILLÉ, chef d'escadron d'artillerie, président de la commission d'armement, mais pour son arme seulement. Il a eu besoin de fusils et il s'est adressé à la Préfecture. On lui a montré des fusils.

Ils étaient mauvais, mais le préfet les croyait bons. La préfecture a livré 3 ou 4,000 fusils à l'armée. Il a reçu des plaintes sur ces armes dont les cartouches ne s'adaptaient pas au canon.

Un Anglais est venu lui proposer un marché de cartouches. Le commandant lui a répondu qu'on ne passait pas si légèrement des marchés.

Il fallait des garanties, car on ne pouvait pas tolérer plus de 1 ou 2 ratés p. 100.

Or, l'Anglais dit qu'il en aurait peut-être 30 ou 40, mais qu'en cas il ne paierait pas son fabricant. L'affaire n'a pas eu de suite.

Il en est résulté, dit M. Caillé, des désagréments pour moi, et j'ai vu le moment où j'allais être fusillé. On supposait que je ne voulais pas acheter de cartouches.

Quand il a appris la présence en Angleterre du colonel d'artillerie Maldan, l'un des inventeurs du chassepot, expert en armes, il a demandé à l'avoir à Lille. Le changement n'a pas été possible. Il est resté en Angleterre pour surveiller les achats.

La préfecture a mis à sa disposition 310,000 fr. en différentes fois.

En janvier, croit-il, le colonel lui signalait un nommé Jowa, qui achetait toutes les armes qui lui tombaient sous la main, les mauvaises surtout.

de la lettre du colonel, mais il croit qu'elle est au dossier.

M. LE PROCUREUR. — Est-ce que le colonel ne vous a pas parlé des délégués de la préfecture ?

M. CAILLÉ. — Je ne me le rappelle pas; mais j'ai beaucoup parlé d'armes avec M. Baron.

M. BARON ne se souvient pas du fait relaté par M. Caillé, pas plus que de la lettre dont il a parlé.

M. MALDAN, lieutenant-colonel d'artillerie. — Étant à Namur, je fus chargé, au nom du préfet du Nord et du colonel d'artillerie à Douai, le colonel Briant, d'achats d'armes et de cartouches. Je fus ainsi à Liège en relation avec les marchands et les fabricants. J'achetai surtout les armes de fabrication française importées de Lorraine en Belgique à la suite des batailles.

Dans ces relations j'ai vu quelquefois employer des matières définitives, prohibées en France pour la fabrication d'armes de guerre. A cette occasion, j'ai signalé à M. Caillé un nommé Jowa qui racolait des armes de rebut pour la France. Je ne l'ai malheureusement signalé que tard, mais dès que je l'ai su. Je n'avais, il est vrai, aucune preuve, mais la rumeur publique m'avait averti. C'est le 6 février que j'ai dû écrire à M. Caillé pour l'engager à se défier des sieurs Jowa et Fontaine. Ce sont au reste les seuls noms que je reconnais parmi les accusés pour en avoir entendu parler précédemment.

M. NICOLET. — M. le colonel Maldan est resté 3 mois en Belgique. Aurait-il entendu parler des tripotages scandaleux dont un témoin qu'on entendra tout à l'heure a déposé ?

M. MALDAN. — Oui, mais c'était de l'agiotage mercantile. Voilà tout, selon moi. Je n'ai jamais, en tout cas, entendu parler de scandales où fut mêlée la préfecture du Nord. Je n'ai jamais entendu parler de Fontaine ou de Jowa que comme marchands.

HENRI WAROUX, de Liège. — Nous avons vendu en octobre à MM. Fontaine et Guffroy 100 fusils à 115 francs, puis 150 autres en novembre. Depuis nous nous sommes plus de marchés. On avait dit, dès le 1^{er} novembre, qu'il ne fallait plus de fusils; cependant le 3 novembre, M. Fontaine nous acheta les 150 fusils dont je viens de vous parler.

M. LE PRÉSIDENT. — Savez-vous quelque chose sur le marché de 20,000 fusils passé à Liège ?

LE TÉMOIN. — C'était de la drogue.

M. le procureur donne lecture de la déposition du témoin, dans laquelle il est dit que la rumeur publique, qui s'occupait de tripotages scandaleux, mêlait les noms de Guffroy, Fontaine et Jowa.

JOSEPH HOLLANDER, banquier de Paris, s'excuse par lettre de ne pouvoir se présenter à la barre. Lecture est donnée de sa déposition qui expose qu'à la suite d'une faillite il était devenu, par recouvrement de créance, propriétaire de 20,000 fusils que M. Mordan vendit 345,772 francs, mais d'où il fallut déduire 133,000 francs pour frais de commission. — Ces fusils furent donc vendus environ 13 fr. 50 pour le compte de M. Hollander. La préfecture les a payés 20 fr. 60.

CLAUDE ROGIAN, représentant de M. Hollander, confirme la déposition de son mandat. Il donne le détail des commissions. Fontaine n'aurait reçu que 2 0/0 de commission.

Sur la demande de M. Cabaen, le témoin reconnaît que M. Hollander fut sollicité de vendre ces débris de fusils à un sieur Lagong-Rongé, mais il ne s'est jamais agi des fusils en question.

Sur la demande de M. Colmet-d'Aage, le témoin dit que la maison Hollander a pensé vendre ses armes au gouvernement de la défense nationale à prix d'expert suivant évaluation après la guerre. — Ces fusils, qu'on a dit destinés aux sauvages, avaient été transformés, ce qui ne permettait plus de les envoyer à la côte d'Afrique.

CAMILLE DE FORMIN, de Liège, a fait une affaire avec Jowa, mais il ne peut dire à quelle époque. Il parle d'une audience qu'il a obtenue de M. Baron, dans le but de lui proposer un marché d'armes, et dans laquelle il fut interrompu par M. Guffroy.

Ce témoin parle à mots couverts, à demi-mots. M. le président est forcé d'insister fortement pour lui faire exprimer sa pensée.

M. NICOLET remercie M. le président de son insistance.

LE TÉMOIN croit que M. Guffroy jouissait d'une grande influence à la préfecture.

Ni M. Baron, ni M. Guffroy ne se rappellent cette audience ni l'interception.

LE TÉMOIN se rappelle enfin que le marché proposé avait trait à des fusils retour du Japon, fusils transformés.

M. BARON se rappelle alors qu'il s'agissait d'un marché « sur connaissance » qui lui fut présenté 5 fois « sans garantie d'époque de livraison. — » Voilà, dit-il, les marchés qu'on nous reproche de n'avoir pas conclus ! Isidore Farinaux, de Lille, a passé un marché avec M. Baron, le 22 octobre 1870, pour 2,000 chassepots. Une avance de 30,000 fr. lui fut faite.

M. LE PROCUREUR. — Le 8 février, un télégramme de M. Baron vous invite à régler votre compte, et le 14 vous rendiez ce compte qui établissait que vous deviez à la préfecture 18,800 fr. Il fallut l'insistance de M. Séguier, devenu préfet du Nord, pour recouvrer cette somme.

M. le procureur s'étonne de la négligence de M. Baron.

M. BARON. — Je ne puis admettre cette accusation, j'ai fait mon devoir. J'ai persécuté M. Farinaux pour recouvrer cette somme; sa femme est venue me supplier d'attendre, c'est pourquoi je n'en suis pas venu à la poursuite judiciaire.

Les récépissés des lettres que j'écrivais à M. Farinaux sont au dossier.

Le témoin très-souvent a vu à Liège M. Fontaine causant avec des marchands d'armes; il n'a vu Guffroy à Liège qu'une ou deux fois.

Jacques Vilmart, de Liège, contrôleur d'armes, a été appelé cher M. Mordan pour contrôler des fusils, mais il s'y est refusé, les trouvant mauvais. C'était des fusils achetés par M. Baron à M. Leman. Un procès-verbal fut dressé par lui, cependant, et remis à M. Fontaine. Malgré cela une dépêche de Lille,

adressée de la préfecture à Boudrez, agent en Belgique, a été envoyée par M. Baron.

M. BARON. — J'ai écrit moi-même la dépêche; elle disait : « Prenez ce qu'il y a de bon. J'avais traité sous cette clause : j'achète sous bénéfice de contrôle. Je télégraphiai donc le 30 octobre : Révisé tout ce qui est mauvais pour un vice quelconque indiqué dans le procès-verbal et prenez tout ce qui est bon. »

M. LE PROCUREUR donne lecture de cette dépêche, qui est conforme à l'affirmation de M. Baron.

VILMART continue sa déposition en disant que la transformation des fusils qu'il a été appelé à contrôler était fort mal faite.

M. LE PROCUREUR. — Sur les 20,000 fusils dont on en avait trié 18,500, y en avait-il autant de bons ?

VILMART. — Il y en avait un bon quart de mauvais, et, conduit avec de telles armes, contre l'armée prussienne, des hommes, c'était les mener à la boucherie.

GEISENHEIMER. — Le témoin ne peut avoir vu chez Mordan des armes qui étaient encore à Anvers. D'ailleurs, il ne s'agit pas de 25,000 fusils, mais de 20,000.

M. NICOLET. — Comment le témoin n'avait-il examiné qu'une centaine de fusils, se prononce-t-il sur 25,000 armes ?

VILMART. — C'est sur 20,000 que je me suis prononcé, quoique n'en ayant contrôlé que 400.

M. CAEN. — Qui a mis le témoin en rapport avec Boudrez ?

VILMART. — C'est un ouvrier de chez Biewer qui m'a mis en rapport avec Boudrez, qui m'a présenté à Fontaine.

M. CAEN. — Nous avons un certificat qui dit que M. Vilmart n'a jamais été contrôleur à la manufacture de Liège, bien qu'il se soit donné comme ayant une fonction officielle.

VILMART. — J'étais contrôleur pour le gouvernement hollandais; je n'ai jamais été employé par le gouvernement belge.

L'audience est suspendue à trois heures.

M. JULES BRAME, député, membre du conseil général du Nord.

Les questions que comporte cette affaire, sont multiples, et je vous prie, M. le président de me dire celles sur lesquelles vous désirez que je réponde.

M. LE PRÉSIDENT. — Vous avez fait un voyage à Liège, vous avez appris des faits qui peuvent éclairer la justice, veuillez nous les faire connaître.

M. JULES BRAME. — Avant de vous donner des détails sur ce que j'ai vu à Liège, j'ai besoin de vous expliquer pourquoi j'y suis allé.

Je suis revenu de Paris à Lille, après les événements de septembre, et j'ai dû m'associer aux efforts du conseil général dans l'intérêt de la dépense nationale.

Le conseil général a voté une somme de 15,000,000 et a chargé une députation de cinq membres d'en surveiller l'emploi. Cette commission comptait MM. Lambrecht, Salut-Léger, Kuhlmann et Goussard. Deux de ces messieurs sont morts aujourd'hui.

Cette commission s'est divisée en deux sous-commissions, l'une chargée de s'occuper de l'emprunt des fonds, l'autre de leur emploi pour l'armement du pays.

Nous avons pourvu à l'emprunt dans des conditions avantageuses, qui nous ont valu plus tard les félicitations du conseil général. Nous avons réalisés une économie de cent quinze mille francs sur les conditions de l'emprunt Laurier fait à Londres, à la même époque et toutes proportions gardées. En ce qui touche l'emploi des fonds, voilà ce qui s'est passé. D'abord nous avons acheté quelques mitrailleuses, au nombre de six, et après avoir fait vérifier si elles répondaient au but désiré, nous avons aussi acheté un certain nombre de cartouches. Cela a entraîné une dépense d'environ 30,000 fr. Nous avons autorisé l'acquisition de 20,000 fusils, chassepots à 135 fr. pièce. Ce marché fut rompu plus tard.

La commission du conseil général avait pris la précaution de se faire assister, pour l'acquisition de ces armes, par M. Liégeois, commandant d'artillerie.

Je ferai observer que dans une situation pareille, il fallait procéder vite, acheter bon et opérer honnêtement.

Nous étions entourés d'une nuée de courtiers, mais bientôt notre mission fut complètement terminée.

Un décret du gouvernement décida que l'état se chargeait des dépenses.

Plus tard, par un nouveau décret, les préfets furent chargés de nommer des commissions de contrôle préposées à la vérification des objets achetés.

Il est à penser que le gouvernement a voulu mettre un terme à la concurrence qui existait entre l'état, les départements et les communes pour les achats à faire et on a trouvé bon de centraliser les opérations.

A partir de ce moment, non-seulement nous n'avons plus rien acheté, mais la commission préfectorale est encore devenue seule responsable des marchés qui ont été faits.

Le contrôle du conseil général a presque disparu.

Nous ne pouvions nous en aller complètement, ce qui aurait pu être mal interprété par nos collègues et nous attirer des reproches.

D'un autre côté, si nous avions tenté de prendre part aux opérations, on nous aurait accusés d'entraver la défense.

Néanmoins, on a continué de nous offrir des marchandises et nous avons soin de renvoyer à l'administration les auteurs des propositions.

Des plaintes commencent à nous être adressées sur la nature des fournitures. Nous prîmes des renseignements et je me souviens qu'un jour M. St-Léger vint me dire que les soupçons étaient arrivés à l'état de vérité. Il me parla d'un industriel, agent préfectoral, qui avait réalisé sur les marchés un bénéfice de 30,000 fr. en vingt-quatre heures dans un voyage à Liège.